

# GAUCHEBDO

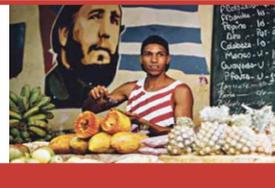
SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 1 • 8 JANVIER 2021 • CHF 3.-

**Votation du 7 mars: un accord de libre-échange controversé**  
page 3



**Cuba passe à la monnaie unique: fini le CUC**  
page 6



**Joseph Favre, un hygiéniste et cuisinier anarchiste**  
page 7

## Un éternel recommencement?

**COVID-19 • Nous nous dirigeons vers des confinements drastiques à travers toute l'Europe. Le point sur la situation avec le professeur Flahault, directeur de l'Institut de santé globale de l'Université de Genève.**

Début 2020, des foyers se formaient en Italie. On parlait d'épidémie «localisée», on n'attendait «pas de vague». Puis on a eu un cas au Tessin, et on a fini par fermer les frontières. Alors que le Royaume-Uni (RU) se confine, sur fond de nouvelle variante du virus, n'attendons-nous pas de nouveau qu'il soit trop tard?

**ANTOINE FLAHAULT** Je partage cette analyse mais il est trop tôt pour savoir si c'est lié au variant. Des variants on en a déjà eu beaucoup. Des mutations il y en a eu des dizaines de milliers. Certes cette fois-ci leur importance pourrait être plus grande (une vingtaine de changements dans le génome du virus). Il est possible que cela ait joué un rôle dans l'explosion de cas au RU, mais cela n'est pas certain et surtout ce n'est peut-être pas l'essentiel.

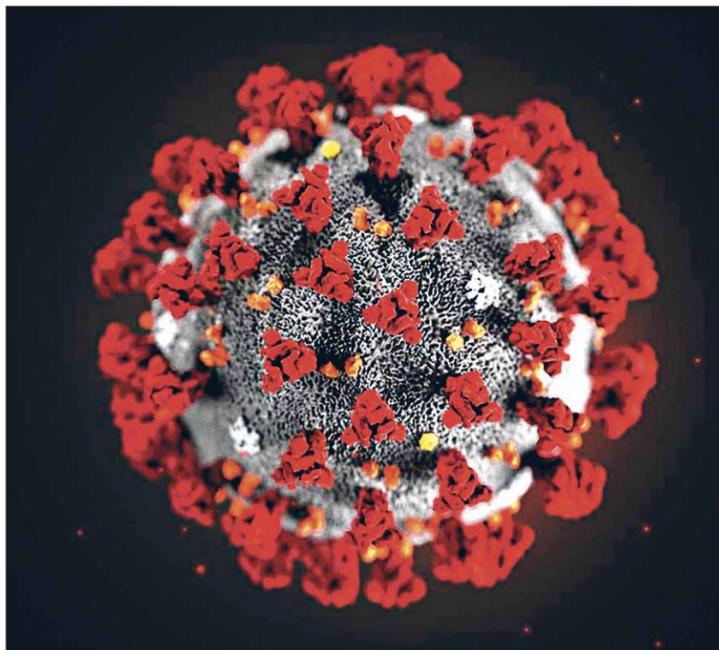
Vous noterez d'ailleurs également des explosions de cas similaires en Irlande, Espagne, Suède, ou Norvège où la mutation n'est pas incriminée et la présence de la mutation au Danemark où la situation épidémiologique est plutôt calme en ce moment. Il y a un redémarrage dans certains pays d'Europe dont on ne sait pas s'il est lié au nouveau variant, même si cela y fait penser.

**N'avancons-nous pas dans le noir, dans la mesure où si ces changements dans le virus ont été détectés au RU, c'est qu'ils y ont été recherchés?**

Je suis d'accord avec ce commentaire. Nous ne sommes pas sûrs que ce variant ait émergé au RU. Idem en ce qui concerne un autre variant apparu récemment en Afrique du sud. Par contre, nous savons que ces pays sont parmi les meilleurs dans la surveillance épidémiologique moléculaire (de l'évolution génétique du virus). Toutefois, encore une fois, ces mutations ne me semblent pas être la question essentielle. Elles le seraient si elles avaient des conséquences importantes dans la prise en charge ou le diagnostic des patients. Si, par exemple, un variant n'était plus détecté par les tests utilisés ou encore s'il rendait le vaccin inefficace, cela serait très préoccupant. Or, pour l'instant, rien ne le documente.

Je crois que ce qui devrait nous préoccuper actuellement c'est la poussée hivernale. Avec le retour à l'école des enfants et au travail des adultes, dans les cantines scolaires et les cafétérias, on peut s'attendre à un rebond épidémique, notamment, dans les 15 jours ou 3 semaines prochaines, à la façon de ce qui se passe au RU depuis plus d'un mois.

**Boris Johnson a évoqué le rôle joué par les écoles et décidé de les fermer. La Suisse attend-elle trop avant d'agir?**



Une modélisation structurale du Sars-cov2 par le centre pour le contrôle des maladies (CDC) Pixabay.

La question des écoles est très compliquée du fait que l'éducation scolaire est un droit humain fondamental. Nous ne pouvons pas prendre avec légèreté des mesures qui auraient certes un impact sanitaire mais des conséquences, non seulement économiques mais surtout sociales. C'est le cas notamment dans le primaire où l'enseignement à distance n'est pas raisonnablement possible, et dans les degrés supérieurs avec le risque de décrochage et d'aggravation des inégalités sociales. La fermeture des écoles est vraiment une mesure de dernier recours.

Toutefois, on pourrait exceptionnellement, cette année, prolonger les vacances scolaires hivernales aux dépens des vacances d'été sans que cela ne soit impactant. Les écoles sont des lieux confinés, où l'on parle, crie et chante, et sont donc des hauts lieux de propagations, tout comme de nombreux endroits que fréquentent les adultes (les bureaux que l'on aère peu l'hiver, par exemple), même si on atteint pas vraiment le même type de promiscuité. Il faut donc au moins renforcer le protocole sanitaire et réfléchir au système de ventilation afin de renouveler l'air dans les salles de classe et les lieux de restauration. Nous pourrions également réfléchir à réduire les effectifs en présentiel et, peut-être, les réserver dans les grandes classes à celles et ceux qui présentent les plus grandes difficultés (en proposant aux autres l'enseignement à distance). Il faut particulièrement faire attention aux cantines, certains proposent des pique-niques à l'extérieur.

Tout cela pour contribuer à prévenir un confinement trop strict, lourd de conséquences, sociales et économiques.

**Nos dirigeants.e.s ne protègent-ils.elles pas le système économique en prétendant s'occuper des plus en difficulté?**

Il est vrai qu'un s.eu partout dans le monde, beaucoup de dirigeant.e.s politiques ont pu commettre l'erreur de croire qu'on pouvait préserver la vie économique aux dépens du sanitaire. Or, il n'est pas possible de maintenir la vie économique sans de bonnes conditions sanitaires préalables.

C'est ce que l'on voit aujourd'hui avec le RU qui opère un 3<sup>e</sup> confinement, au dernier moment et de manière très brutale, pour éviter in extremis l'engorgement des lits en soins intensifs et l'implosion du système hospitalier. Les conséquences économiques et sociales seront majeures.

A contrario, on voit dans le cas de la Nouvelle-Zélande [5 cas détectés le 4 janvier] ou encore de certains pays asiatiques, comme Taïwan [3 cas détectés le même jour], que des confinements précoces peuvent permettre de recouvrer, plus tôt, une meilleure situation sanitaire mais aussi une meilleure vie sociale et économique. Pour ce qui est de Taïwan, le pays parvient, en 2020, à avoir un PIB qui augmente et ne déplore «que» 7 décès par Covid-19 depuis le début de la pandémie, pour 24 millions d'habitant.e.s.

**Mis à part le politique, scientifiquement n'attendons-nous pas un rebond avec**

**l'arrivée du froid? Que peut-on dire de l'effet des saisons sur la propagation?**

Nous ne nous expliquons pas encore très bien le rôle et l'importance de la force saisonnière sur les virus respiratoires. On sait que la grippe subit un frein estival de l'ordre de 40% sur son nombre de reproduction de base (ou R0).

Si on fait l'hypothèse que le même frein s'opère sur les coronavirus, on peut les comparer sur ce plan. Prenons la grippe avec effet ralentisseur de l'été (chaleur, humidité, etc.) de 40% (= 0.6 x R0) sachant que son taux de reproduction de base (R0) est d'environ 1.5. On obtient alors (0.6 x 1.5) un taux de reproduction de 0.9, soit inférieur à 1, seuil de risque épidémique [contaminé.e en moyenne par personne porteuse], qui expliquerait que nous n'ayons pas d'épidémie de grippe pendant la période estivale. Pour le Covid-19, avec un R0 de l'ordre de 2.5 et un effet similaire, on obtient un taux de reproduction qui reste supérieur à 1 (2.5 x 0.6 = 1.5) et donc un frein estival qui ne conduit pas à un blocage de l'épidémie mais seulement à son ralentissement.

Aux Etats-Unis (EU), le frein estival n'a pas suffi alors qu'en Europe il a semblé efficace puisque nous n'avons pas connu d'activité épidémique notable à l'été 2020. Les nombreuses mesures prises sur le vieux continent (masques, distanciation, télétravail, etc.), et les systèmes sociaux plus développés, ont probablement concouru à renforcer le dispositif de freinage sur l'épidémie.

Ajoutons que l'Afrique du sud, qui connaît actuellement l'été austral, suit une évolution voisine de celles des EU ou de la Russie pendant l'été 2020 dans l'hémisphère nord.

Le comportement de la Covid-19 est possiblement assez proche de la grippe vis-à-vis de la force saisonnière, avec des poussées plus importantes l'hiver, en fonction de la météo et des températures, ainsi que des comportements qui en résultent, comme vivre davantage à l'intérieur, moins aérer...

**N'a-t-on pas négligé l'effet des aérosols, ces micro-gouttelettes en suspension dans l'air?**

Oui les aérosols ont été un peu mis de côté. Très curieusement, de nombreux experts en santé publique sont réticents à accepter l'idée d'une transmission par aérosols. Dans l'histoire récente des épidémies, on pourrait citer le bacille de Koch [responsable de la tuberculose] dont la transmission



IL FAUT LE DIRE...

### Julien Assange doit être libéré

Double coup de tonnerre cette semaine dans «l'affaire Assange». Alors que lundi, la juge britannique Vanessa Baraitser avait refusé son extradition vers les Etats-Unis pour des raisons de santé, elle a finalement décidé de rejeter mercredi sa demande de remise en liberté sous caution. Le lanceur d'alerte, qui a révélé les nombreux crimes de l'armée étasunienne en Irak, pourrait donc retourner croupir en prison, du fait des «risques élevés de fuite». Peut-être même dans l'établissement de haute sécurité de Belmarsh, où il est incarcéré depuis avril 2019.

Difficile de comprendre que son transfert aux Etats-Unis ne puisse pas se faire pour des raisons médicales et que dans le même temps on le renvoie dans une geôle. Fin novembre 2019, plus de 60 médecins du monde entier avaient relevé la précarité de sa situation mentale et psychologique, alertant sur leurs craintes que «M. Assange puisse mourir en prison». Précédemment, le rapporteur des Nations Unies sur la torture, Nils Melzer, évoquant des symptômes de «torture psychologique, d'anxiété chronique et des traumatismes psychologiques intenses».

Après ces annonces, la Fédération internationale des journalistes (FIJ) a demandé tout à la fois la «libération» et la «levée immédiate de toutes les charges contre Julian Assange». La première demande est un préalable absolument nécessaire pour que l'Australien puisse préparer sa défense et «faire valoir ses arguments directement et rendre compte des abus dont il a été victime», selon Antoine Vey, son avocat français. Sur le fond, l'abandon des charges par le gouvernement britannique et les Etats-Unis est aussi nécessaire. Julien Assange n'a fait qu'un travail d'utilité publique et d'information auprès de l'opinion internationale sur des possibles crimes de guerre de l'impérialisme étasunien au temps de Georg W. Bush. «La publication de telles informations est une pierre angulaire de la liberté des médias et du droit du public à l'information sur les méfaits du gouvernement. La publication d'informations dans l'intérêt public est protégée par le droit international et ne devrait pas être criminalisée», estime Amnesty international. Un droit aussi reconnu par le 1<sup>er</sup> amendement de la Constitution des Etats-Unis, qui garantit formellement aussi bien la liberté d'expression que de la presse.

JDr

Suite en page 2

Suite de la page 1

par aérosolisation a été niée pendant de longues années. Mais on sait aujourd'hui que la voie aérosol est la voie principale de contamination de la tuberculose.

Il faut nuancer ces effets et ne pas tout voir en noir et blanc, entre aérosols et gouttelettes. Une transmission par aérosols des virus serait très dangereuse, puisque ceux-ci sont des nanoparticules qui traverseraient des masques y compris FFP2 et on attendrait alors des R0 de l'ordre de 20 ou 25, comme c'est le cas pour la rougeole. Face au Covid-19, il faut peut-être plutôt lire les choses sur un continuum, entre les gouttelettes ou postillons, qui tombent par leur poids sur les surfaces et peuvent être infectieux et les microgouttes, de quelques microns qui flottent dans l'air, et qui peuvent être infectieuses en fonction de la proximité physique et de la durée du contact.

**Qu'est-il important de diffuser auprès de la population pour faire face à 2021 sur le plan épidémique?**

La situation épidémiologique est très instable en cette période hivernale et le vaccin va être une des clefs pour s'en sortir. La stratégie vaccinale retenue n'est pas d'abord de servir de barrière à l'épidémie, car elle ne vise pas en priorité à atteindre une immunité grégaire [collective], mais à protéger d'abord les gens très à risque de complications, ceux qui pourraient engorger les hôpitaux et les services de soins intensifs, ceux à haut risque d'en mourir. En réduisant les risques de complications des personnes âgées de façon substantielle, nous n'aurons plus besoin de confinement. Aujourd'hui, il faut protéger les personnes à risque, faire tourner à plein régime les usines pharmaceutiques et mettre en place des politiques très ambitieuses et une logistique très poussée. Les Israéliens sont probablement ceux qui ont aujourd'hui le mieux réussi à le faire dans le monde, puisque plus de 40% des personnes âgées y ont déjà été vaccinées en quelques jours.

**Par-delà le complotisme, les premiers vaccins, utilisant de l'ARN de synthèse, suscitent de l'inquiétude. Votre avis?**

On pouvait avoir des inquiétudes avant la réalisation des essais cliniques car ces produits sont totalement nouveaux dans la pharmacopée mais ces vaccins ont montré une excellente efficacité, ce qui n'était pas gagné au départ. Nous n'avons pas connu d'effets indésirables majeurs jusqu'à présent, alors que plus de 13 millions de personnes ont été vaccinées, une expérience qui va grandissante. La Covid-19 étant très dangereuse chez les personnes âgées de plus de 50 ans et à risques, la balance entre les bénéfices et les risques est clairement très intéressante dans ce segment de la population.

**Le recul clinique est de quelques mois, les craintes se portent sur des effets indésirables à plus long terme?**

Il est vrai que l'on peut encore redouter des effets indésirables à long terme. Nous avons connu, par exemple, des problèmes d'hypersomnie [narcolepsie] après des vaccinations contre H1N1 [une forme de grippe]. Si l'on peut craindre de tels effets en l'absence de recul actuel sur les vaccins Covid-19, la stratégie actuelle de vaccination vise la population à haut risque, souvent très âgée, et qui ne se sent le plus souvent pas très concernée par des effets hypothétiques à très long terme. Ces personnes veulent surtout pouvoir revivre comme avant le plus rapidement possible. En ce qui concerne les gens jeunes, leurs craintes sont compréhensibles. Mais, il ne faut pas oublier que la maladie donne aussi des effets retardés et parfois durables (perte d'odorat, fatigue, difficultés de concentration, dépression, etc.). Les gens pourront décider par eux-mêmes. Il n'est pas irrationnel ni blâmable d'avoir des craintes par rapport à une nouvelle technologie.

Il est possible de faire un parallèle avec les recherches vaccinales contre [la fièvre hémorragique] Ebola. Bien que l'utilisation d'un vecteur viral [un virus utilisé pour apporter l'information nécessaire à l'immunité dans les cellules] ait été nouvelle à l'époque, face au péril, soignants et malades l'ont rapidement préféré au risque du virus. Aujourd'hui, pour les personnes de 80 ans, et plus, nous sommes d'une certaine façon proches du danger que représente Ebola en termes de risques de complications sévères de la Covid-19 et de décès.

Propos recueillis par  
Jorge Simao

# «Des transports collectifs pour l'avenir de l'humanité»

**NEUCHÂTEL** • Les autorités du canton ont choisi la période des vacances de cet été, entre deux confinements, pour annoncer l'arrêt définitif du transport ferroviaire entre Le Locle et Les Brenets et son remplacement par un autobus.



La station du chemin de fer aux Brenets.

Own work

Cette façon de communiquer est coutumière des promoteurs immobiliers ou des opérateurs télécoms (implantation d'antennes 5G) pour contourner la vigilance du public, lorsque la classe laborieuse se repose au bord des plages ensoleillées. Ainsi, ce funeste projet pourrait aboutir si la mobilisation politique est insuffisante pour empêcher la disparition de ce chemin de fer, qui existe depuis cent trente ans. En s'appuyant sur une argumentation fantaisiste, cet exemple pourrait justifier la fermeture d'autres lignes.

**La Suisse romande défavorisée**

Selon l'opérateur du régional des Brenets, l'Office fédéral des transports (OFT) fixe à 30% le taux de couverture des coûts d'exploitation, pour une participation financière de la Confédération. Au dire du journal local, le taux de couverture de cette petite ligne est de 27%. Le scandale de CarPostal et celui du BLS<sup>1</sup> ont démontré que l'on fait dire ce que l'on veut aux chiffres. D'ailleurs, cela avait déjà été évoqué lorsque l'initiative populaire «Pro services publics» avait été soumise au peuple en 2016.

Avec la crise économique qui s'installe, parallèlement à la pandémie que nous vivons et si l'on s'en tient à ce taux fatidique de 30%, le service ferroviaire pourrait aussi être suspendu entre La Chaux-de-Fonds-Les Ponts-de-Martel, Le Pont-Brassus, Aigle-Les Diablerets, Bulle-Monbovon, Sembrancher-Orsières et dans bien d'autres cantons encore.

Et pourtant, en Suisse allemande, la Confédération ferme les

yeux sur le coût astronomique de la maintenance du trafic régional sur les lignes sommitales du Lötschberg et du Gothard, après la mise en service des tunnels de base des NLFA (Nouvelles lignes ferroviaires à travers les Alpes). Cela démontre, une nouvelle fois, l'inégalité de traitement avec la Suisse occidentale, en termes de financement du rail.

**Bus et camions contre train, voie sans issue**

Cet état de fait est imputable, le plus souvent, à la qualité du personnel politique des conseils d'administration des entreprises concessionnaires (ETC). Dans le cas présent, TransN. Le coût de la mise à niveau de cette voie ferrée de quatre kilomètres, est évalué à 35 millions de francs<sup>2</sup>. Si l'on considère que l'infrastructure actuelle et le matériel roulant, qui datent de l'électrification de 1950, sont amortis, le prix de la modernisation de ce chemin de fer est dérisoire, pour une nouvelle période, probablement aussi longue que la précédente.

Pour rendre leur projet acceptable aux yeux de l'opinion publique, ses auteurs annoncent que l'autobus qui remplacerait le train serait équipé d'un moteur électrique alimenté par batteries. Pour éviter l'engorgement routier au Col-des-Roches, une partie de la plateforme ferroviaire serait aménagée en site propre, pour l'usage exclusif des nouveaux bus. Et c'est là que l'idée même de ce projet est absurde. Aujourd'hui et malgré l'âge avancé des automotrices, le trajet entre les deux loca-

lités s'effectue en huit minutes et désormais en sept minutes avec le prochain changement d'horaire. Jamais un bus, même équipé de la technologie la plus avancée du moment, ne roulerait aussi vite que le train, qu'ils s'apprentent à vouloir supprimer.

Le pire dans cette histoire, c'est que pour la première fois en Suisse, on voudrait financer le démantèlement d'une ligne de chemin de fer, en puisant dans les fonds d'investissement pour les infrastructures ferroviaires! Après la disparition quasi totale du trafic marchandise de proximité, par wagons isolés, au profit des camionneurs, sur tout le territoire de la Confédération, l'OFT, qui avait aussi accordé des concessions d'exploitation pour les bus à longue distance, expérimente cette fois une nouvelle opportunité pour intégrer notre pays au marché européen de l'électromobilité.

**Face cachée de l'électrification**

Dans son plan de relance économique, l'UE fait la part belle aux constructeurs routiers de véhicules électriques, pour sauver les emplois de cette branche industrielle. Mais les milieux qui leur sont favorables passent sous silence la face cachée de cette électrification. En premier lieu, l'augmentation de l'activité minière pour l'extraction des terres rares, afin d'alimenter en composants spéciaux, les chaînes de production géantes, qui vont inonder le marché de la batterie électrique, pour la propulsion des véhicules routiers. Et on ne parle pas de la grande difficulté du recyclage de

ces nouveaux objets de grande consommation, résultant de la reconversion «verte» de notre mobilité individuelle.

Après le scandale planétaire de l'amiante et celui de la pollution des océans par les déchets en plastique, nous voilà encore une fois devant une nouvelle catastrophe environnementale. Qu'on le veuille ou non, le recours accru aux transports collectifs est incontournable pour l'avenir de l'humanité. Les petites lignes de chemins de fer qui desservent encore des collectivités publiques devraient être défendues avec détermination comme alternative à la politique du tout à la route, dans les régions les plus défavorisées de notre pays, comme ailleurs dans le monde! ■

Jean-Claude Cochard,  
cheminot retraité,  
membre du syndicat SEV

1. Pour CarPostal, l'OFT a découvert des transferts illégaux de coûts et de produits du transport régional indemnisés vers d'autres secteurs. CarPostal a remboursé environ 205 millions de subventions indues à la Confédération, aux cantons et communes. BLS est une entreprise ferroviaire ayant indûment touché «quelques millions» d'indemnités versées par la Confédération et les cantons selon un audit du Contrôle fédéral des finances, nldr. 2. Pour un coût de 45 millions de francs, le régional des Brenets pourrait être mis à l'écartement des rails CFF. Ainsi, la rupture de charge, pour ses usagers, serait supprimée en gare du Locle. Au lieu d'envisager une ligne de bus transfrontalière, un Parc+Rail, pour les pendulaires, pourrait voir le jour dans le périmètre de la gare des Brenets. Ce qui permettrait de réduire l'envergure du projet de la nouvelle bretelle autoroutière, pour le contournement de la ville du Locle. C'est de cette manière que l'on peut véritablement parler de mobilité durable!

## GaucheBdo a besoin de votre soutien

CCP: 12-9325-6

# Accord de libre-échange controversé

**SUISSE • Le 7 mars, les Suisses se prononceront sur un accord de libre-échange des pays de l'AELE, dont la Suisse avec l'Indonésie. Il est attaqué par référendum par plusieurs organisations de base et partis de la gauche.**

« C'est la première fois que nous allons aussi loin et qu'un pays accepte de telles exigences dans un accord de libre-échange en matière de conditions strictes de durabilité dans l'exportation d'huile de palme », expliquait le 7 décembre Guy Parmelin, conseiller fédéral UDC en charge de l'économie pour justifier le soutien du gouvernement au futur accord de libre-échange avec l'Indonésie, quatrième plus grand pays du monde en termes de population. Parmi les mesures, on trouve des réductions tarifaires partielles de 20 à 40% sur ce produit, dans le cadre de contingents bilatéraux limités.

## Huile de la discordance

Le volume total d'importation d'huile de palme pourrait en terme se monter à 12'500 tonnes d'ici 5 ans et ne pas mettre en péril la production locale d'huile végétale a aussi affirmé le ministre. Celui-ci a aussi mis en avant un projet d'ordonnance, qui devrait certifier la durabilité de cette production d'huile de palme. Elle ne devrait pas provenir de la déforestation ou du défrichement par brûlis de forêts primaires ni du drainage de tourbières. Une condition supplémentaire est aussi prévue dans les conditions de transport cette production, en la limitant à des récipients de 22 tonnes au maximum et non par des tankers. Des audits réguliers par des organismes indépendants accrédités devront aussi faire respecter des standards d'importation durable.

Dans une prise de position, l'association Public Eye, qui ne donne pas de mot d'ordre pour la votation, salue le fait que l'accord avec l'Indonésie n'instaure pas le libre-échange total sur l'huile de palme. Mais elle relève aussi que l'accord contraindra l'Indonésie à une protection plus forte de la propriété intellectuelle (brevets sur les médicaments, protection des obtentions végétales pour les semences) ainsi qu'à une libéralisation du secteur bancaire. « L'expérience montre que de telles dispositions profitent en premier lieu à l'industrie pharmaceutique et au secteur financier. Pour la population des pays partenaires, cela signifie des médicaments plus chers, un accès entravé aux semences ainsi qu'un affaiblissement du secteur bancaire



local», souligne l'association.

## Production écocide

Toutes ces cautions gouvernementales sont pourtant loin de satisfaire le comité référendaire, qui s'oppose à l'accord. Il regroupe syndicats paysans comme Uniterre, associations tels les Magasins du monde, Verts, Jeunes socialistes ou gauche combative (PST-POP). Il lancera, la semaine prochaine à Berne, sa campagne pour le scrutin du 7 mars. « Les quatre normes de certification mise en avant par la Table Ronde sur l'huile de palme durable (RSPO) sont critiquées depuis des années par des organisations à l'instar de Greenpeace. De plus, le gouvernement indonésien de Joko Widodo a instauré une loi Omnibus menaçant le droit des travailleurs sous prétexte d'attirer des investisseurs et de relancer une économie fortement impactée par la crise sanitaire.

Cette nouvelle législation permettra une déforestation accrue. La durabilité de la production ne sera garantie par aucune mesure contraignante. Le libre-échange n'est plus

une solution dans un monde qui s'enfonce dans la crise sociale et climatique. Les denrées alimentaires ne devraient plus être échangées librement dans le marché mondialisé. L'huile de palme détruit notre environnement et notre économie locale », explique Kelmy Martinez, membre de la Grève pour le climat et de la coalition Agriculture du futur.

## Greenwashing et gouvernement autocratique

« Les normes RSPO sont tout simplement du greenwashing (écoblanchiment). Les surfaces dévolues à la production d'huile de palme représentent déjà 10% des surfaces agricoles du pays. Et cela se fait au détriment de la culture du riz, ce qui met en danger l'approvisionnement et la souveraineté alimentaire de ce pays. La signature de ce traité de libre-échange dénoncé par l'organisation internationale Via Campesina contribuera à accentuer cette logique, alors que le pouvoir indonésien est en pleine dérive autocratique », ajoute Mathias Stadler,

membre d'Uniterre.

Outre l'enjeu de la durabilité problématique de la production d'huile de palme, M. Stadler relève d'autres points noirs économiques, notamment dans la production de charbon et d'or. « L'Indonésie est devenue le quatrième producteur mondial de charbon et le plus grand exportateur de charbon thermique. Cette industrie, qui couvre plus de 17,5 millions d'hectares, laisse les terres exploitées et les ressources en eau endommagées et inutilisables pour la production alimentaire, qui se poursuit longtemps après l'extraction », précise-t-il, citant le rapport *Hungry Coal* des organisations environnementales Waterkeeper Alliance et JATAM.

## L'or mine les communautés

« En ce qui concerne la production d'or, la mine Grasberg, en territoire papou, est le plus grand gisement d'or connu au monde et sa deuxième réserve de cuivre. Depuis 1973, la société minière américaine Freeport-McMoRan a signé un contrat de travail avec le gouvernement indonésien

sous la direction du président dictateur Suharto », précise le militant.

Il dénonce des atteintes aussi bien à l'environnement qu'aux droits humains. « Dans la zone de la mine sur une surface de 25'000 km<sup>2</sup>, les communautés indigènes ont été déplacées à plusieurs reprises par le gouvernement indonésien à mesure que la mine s'est étendue et la multinationale n'a jamais été obligée d'indemniser les communautés qui ont été déplacées de force à cause des opérations minières. Durant ce conflit des 100'000 à 500'000 indigènes sont morts », rappelle-t-il.

## Accords déléteres

Plus globalement, les opposants mettent en cause le modèle de ces accords de libre-échange que la Suisse signe à tours de bras. Que ce soit avec la Colombie (2008), la Chine (2014) ou le Royaume-Uni (2019). « Ces accords profitent avant tout aux possédants, aux propriétaires terriens, mais menace la population. Nous sommes pour une relocalisation de l'économie. Refuser l'accord avec l'Indonésie est un préalable face au futur accord de libre-échange avec le Mercosur, qui menacera l'agriculture locale par l'importation de produits bovins d'Amérique du Sud », estime Kelmy Martinez.

« Ce type d'accords obéissent à une logique de pouvoir, où le plus puissant impose sa volonté au moins puissant. L'accord de libre-échange avec l'Indonésie est une forme de néo-colonialisme, qui permet à un pays du nord comme la Suisse d'imposer ses volontés à un pays du Sud », confirme Mathias Stadler. « Pour les accords de libre-échange, nous demandons par exemple de privilégier la souveraineté alimentaire et sanitaire des pays concernés par rapport à la libéralisation des échanges agricoles et au respect des brevets. Nous insistons aussi pour exclure les droits des brevets sur le vivant et garantir expressément la conformité des accords aux normes de l'OIT et au respect des droits de l'homme. Rien de tout cela malheureusement dans l'accord de partenariat économique avec l'Indonésie qui nous occupe aujourd'hui », conclut le conseiller national écologiste, Nicolas Walder. ■

Joël Depommier

# Un référendum contre l'arbitraire à bout touchant

**SUISSE • Dernière ligne droit pour le référendum contre la «loi fédérale sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme» (MPT), combattue par la gauche, les Verts, les Juristes démocrates de Suisse ou le Parti Pirate.**

D'ici le 14 janvier, la coalition référendaire doit récolter les 50'000 signatures contre la nouvelle loi votée en septembre par le parlement. Pour l'heure, seules 45'600 signatures ont été recueillies. Alors que des experts universitaires en droit avaient écrit une lettre ouverte pour dénoncer les dangers « des risques inhérents engendrés par la poursuite d'une politique du risque zéro », les parlementaires ont passé outre. Plusieurs points noirs ressortent du texte. Tout d'abord la notion extrêmement vague de « terroriste potentiel », laquelle ne suppose la commission d'aucune infraction pénale, mais seulement la présence d'indices qu'une personne « pourrait mener des activités terroristes », notamment en « [propagant] de la crainte ». De plus, le texte défi-

nit « les activités terroristes » comme étant des « actions destinées à influencer ou à modifier l'ordre étatique ». Avec une définition aussi large, des activités politiques pourraient être taxées d'activités terroristes, même si elles ne sont pas menaçantes ou violentes, estime le comité référendaire, qui parle de la création d'une nouvelle notion de « présomption de dangerosité ». « Avec la MPT, des mesures incisives peuvent être ordonnées sur la seule base de présomptions et hypothèses. La différenciation entre des indices actuels et concrets et un « soupçon concret » exigeant l'ouverture d'une procédure pénale demeure peu claire », explique les Juristes démocrates de Suisse (JDS).

Ce simple soupçon entraînera des mesures disproportionnées. L'Office fédéral de la police (Fed-

pol) pourra mettre en place, sans contrôle judiciaire, tout un arsenal de mesures répressives comme l'obligation de se présenter et de participer à des entretiens, l'interdiction de contact ou de quitter le territoire, la surveillance électronique et la localisation par téléphonie mobile, mais aussi l'assignation à résidence à titre préventif. Ces mesures s'appliqueront aux enfants à partir de l'âge de 12 ans (15 ans pour l'assignation à une propriété). « Ces mesures prévues constituent des atteintes aux droits fondamentaux des personnes concernées. Ainsi, l'assignation à résidence est contraire à l'art. 5 CEDH parce qu'elle a lieu sans lien avec une infraction concrète », rappelle les JDS.

« Cette loi s'inscrit en porte-à-faux avec la Convention des Nations Unies relative aux

droits de l'enfant. Les mesures policières prévues entraîneront la stigmatisation, voire la criminalisation, des jeunes sans qu'ils/elles aient été coupables d'une infraction pénale », souligne Pauline Schneider, vice-présidente de la Jeunesse socialiste suisse dans les colonnes du journal *Services publics*. « Par une formulation absurde de la loi, chaque citoyen peut devenir une menace terroriste. Il en résulte de l'arbitraire, des dénonciations et des procès sans fin. Nous devons prévenir cela », estime pour conclure Jorgo Ananiadis, co-président du Parti Pirate Suisse. ■

JDr

Les feuilles de signatures peuvent être téléchargées sur [www.detentions-arbitraires-non.ch](http://www.detentions-arbitraires-non.ch)

# Cherchez l'erreur...

**OPINION • C'est devenu une sorte de sport national - voire international: relever les incohérences des décisions politiques en matière de prévention contre la Covid.**

Inutile d'en citer beaucoup, tout le monde voit de quoi je parle. Fermer les bars mais pas les restaurants, fermer les restaurants mais pas les stations de ski, fermer les universités mais pas les écoles primaires, etc. La liste est sans fin. Et à chaque fois, j'avais l'impression que les mesures étaient basées à la fois sur un certain bon sens (fermer des lieux sociaux permet de réduire la propagation du virus) et en même temps complètement abstraites de la réalité du terrain.

Attention, je ne mets pas tout dans le même sac.

Par exemple, les délais. Annoncer ouverture/fermeture/ouverture partielle à quelques jours d'intervalle est un problème qui pourrait être résolu par davantage d'anticipation et de coordination, c'est l'évidence. De même, je n'aborde pas ici les solutions alternatives. Vite fait: emprunts à des taux négatifs pour financer l'immédiat, fermeture des commerces non-essentiels avec dédommagement des employés et petits patrons, gels des baux commerciaux pour les employeurs en difficulté, investissements massifs dans la santé à court et à moyen terme, impôt de solidarité sur les grosses fortunes et nationalisation des caisses maladies. Pour commencer.

J'aimerais, par contre, m'attarder sur ces incohérences que nous relevons toutes et tous. Je ne suis pas le seul à m'être dit que cette pandémie doit être difficile à gérer pour les politiques. Que personne n'avait anticipé cela. Que les décisions qui sont prises vont forcément déplaire. Je suis sûr que nous sommes nombreux à nous l'être dit. En fait, je crois que nous relevons ces incohérences pour deux raisons: elles nous concernent directement, mais surtout elles sont nouvelles.

Si on prend le temps d'y réfléchir, il me semble que l'on faisait les mêmes commentaires sur le masque (dans certains transports, dans certaines rues, dans certains cantons, etc.). Jusqu'à ce qu'il soit obligatoire partout pour tout le monde. Plus de changement, nous nous sommes tous habitués à mettre un masque que personne n'aurait acheté il y a un an.



Le Conseil d'Etat genevois a déclaré l'état de nécessité le 1<sup>er</sup> novembre 2020. Les commerces non indispensables sont fermés. Les grandes surfaces doivent laisser accessibles que certains produits. MHMS5

En fait, ces règles modifiées en permanence nous obligent à nous adapter en permanence. Et donc à sortir de notre routine. On n'est plus sûrs de rien. On ne sait pas si on pourra voir nos amis comme d'habitude. Soudain, on doit se questionner. Et on relève alors les problèmes de ces règles.

Et lancé que j'étais dans ma réflexion, je me suis demandé: en fait, notre société n'est-elle pas déjà basée sur d'autres règles absurdes, que nous acceptons simplement parce qu'elles ne sont pas nouvelles et jamais questionnées? Par exemple, en quoi avoir des impôts différents d'un canton à l'autre est-il plus «raisonnable» ou «logique» que d'ouvrir des restaurants dans un canton et pas dans un autre?

En quoi avoir des primes d'assurances-maladie variables selon le can-

ton de résidence d'un assuré est-il «raisonnable» ou «juste»?

Demandez-vous: si on m'imposait cette règle tout à coup, est-ce que je ne la trouverais pas complètement incohérente? Est-ce que je ne la dénoncerais pas?

Personnellement, c'est comme ça que j'ai envie de prendre cette crise. J'ai envie de m'en servir pour aiguïser mon esprit critique et relever les autres incohérences dans lesquelles nous vivons.

Et peut-être que nous finirons par trouver, par exemple, qu'il y a une incohérence à avoir dans notre pays certaines des plus grosses fortunes de la planète côtoyer des colonnes de personnes mendiant pour manger. Sait-on jamais. Je vous souhaite une bonne année 2021, la lutte continue. ■

Nicolas Turtschi



## LA CHRONIQUE FÉMINISTE

### La misogynie contre les femmes de pouvoir

Dimanche 3 janvier au matin, sur France Inter, j'ai entendu l'interview d'Anne Hidalgo par Léa Salamé. J'apprécie Léa Salamé, sa voix, sa rapidité d'esprit, sa finesse, les questions qu'elle pose, sa façon de les mettre en perspective. Lors d'une émission, je crois que c'était dans «C à vous» sur F5, elle a raconté que lorsqu'on lui a proposé de faire le 7/9 en duo avec Nicolas Demorand, elle a d'abord répondu non, sous prétexte que le matin, on a envie d'entendre une voix d'homme. Elle en rit aujourd'hui, mais cela démontre que le monde est tellement machiste que même les femmes les plus douées ont intégré qu'à un certain niveau, ce monde n'est pas pour elles.

Née en Espagne, Anne Hidalgo vient d'un milieu modeste. Son père est ouvrier électricien syndicaliste, sa mère est couturière. Ils émigrent en France au printemps 1962 avec leurs deux filles, Ana, 2 ans, et Marie, 4 ans. La famille est naturalisée française en 1973. Anne obtient une maîtrise de sciences sociales du travail et un DEA de droit social et syndical. En 1982, elle fait partie des rares femmes reçues au concours national de l'inspection du travail. En 1984, elle est nommée inspectrice du travail à Chevilly-Larue. En 1991, directrice de l'Institut national du travail puis, de 1995 à 1996, est chargée d'une mission au Bureau international du travail à Genève. Entre 1997 et 2002, Anne Hidalgo travaille dans 3 cabinets ministériels au sein du gouvernement Jospin. Elle participe à l'élaboration des lois sur la parité et l'égalité professionnelle entre femmes et hommes.

En 2001, le nouveau maire de Paris, Bertrand Delanoë, souhaitant appliquer la parité au sein de son administration, la nomme première adjointe chargée de l'égalité femme/homme. A l'issue des élections municipales de 2014, elle devient la première femme maire de Paris. Elle est réélue aux élections municipales de 2020.

Dès qu'elle accède à la mairie, les politiques et les médias se déchaînent. Elle était l'adjointe de Delanoë, certes, mais on ne la croit pas capable d'assumer le rôle de maire de Paris. Elle met en pratique un programme écologique courageux, qui avait été élaboré pendant plusieurs années de concertation. Elle interdit les berges de la Seine à la circulation, majore les tarifs de stationnement, interdit les véhicules de plus de 14 ans, restreint la circulation le premier dimanche du mois, renforce les lignes de bus, favorise le vélo, introduit le Vélib, crée 1400 km de pistes cyclables, dans le but de faire passer de 5% à 15% les déplacements domicile-travail à bicyclette. Elle crée un budget participatif consacré à l'investissement dans des projets qui sont directement conçus, décidés et votés par les Parisiens. Elle aménage 100 hectares de toitures végétalisées, dont 30 consacrés à l'agriculture urbaine, garantie sans pesticides. Ce retour de la nature en ville crée des emplois, génère du lien social, lutte contre les îlots de chaleur et la pollution atmosphérique. Parallèlement, elle ne cesse de défendre la cause des femmes et des LGBT.

En décembre 2015, elle reçoit mille maires du monde afin que les villes pèsent sur les négociations de la COP21. L'accord de Paris est signé le 12.12.2015. Le 8 août 2016, elle devient la première femme à présider le C40 Cities Climate Leadership Group. En 2017, elle signe, avec 11 maires de grandes villes, dont Los Angeles, Mexico, Londres, une déclaration s'engageant à acheter des bus propres et tendre vers «zéro émission» d'ici 2030, pour lutter contre le changement climatique. Le JLL City Research Center, agence mondiale de conseil en immobilier d'entreprise, estime en 2017 que Paris est la troisième métropole la mieux gérée au monde.

Naturellement, les automobilistes sont furieux des restrictions imposées, mais les piétons respirent mieux. L'opposition s'engouffre dans les critiques. En fait, Anne Hidalgo est attaquée surtout parce qu'elle est une femme. Selon la revue *Marie-Claire*, qui l'a interviewée en juin 2018, les insultes, les injures, les menaces, les appels à la jeter à la Seine, au meurtre, sont totalement disproportionnés et révèlent autre chose qu'un désaccord de principe ou d'idées. Le fait qu'elle se soit attaquée, dans la lutte contre la pollution, aux voitures, symbole phallique et narcissique masculin, en a rendu fous certains. Le vocabulaire qui commente l'action politique des femmes est d'ailleurs saisi de mépris et de condescendance: «aboyeuses», «poissonnières», «manipulatrice», «potiche», etc.

Dès qu'une femme accède au pouvoir, on la traite d'autoritaire. Anne Hidalgo confirme: «Avant d'être élue maire, j'étais la numéro 2 loyale et fidèle, la pâle figure sans charisme de Bertrand Delanoë, que jamais je n'arriverais à égaler. Et puis je suis élue, je fais mon job et je deviens autoritariste et dure. Quand vous gérez une ville de 2,3 millions d'habitants et de 8 milliards de budget, bien sûr qu'il faut savoir où l'on va, je suis une patronne, il faut manager les équipes, dire non. Il faut écouter – on n'a jamais travaillé aussi collectivement –, mais malgré ça, ce mot sort. Cela signifie toujours, selon moi, l'illégitimité des femmes à exercer l'autorité. Dans la représentation, perpétuée, les femmes sont du côté de la maternité, de la douceur, de l'effacement. "Ne te mets pas en avant", apprend-on à beaucoup de petites filles. Chez les hommes, l'autorité est intrinsèque. "Aura-t-il l'autorité?" Vous n'entendez jamais cette question au sujet d'un homme. Moi, je l'ai entendue pendant toute ma campagne. Une femme est obligée d'avoir une stratégie consistant à expliquer et faire adhérer à ce qu'elle souhaite obtenir. Les hommes posent le flingue sur la table puis lancent: "Maintenant on discute."»

Anne Hidalgo savait ce qui l'attendait. La politique est violente et dure pour tout le monde, hommes et femmes. L'intérêt public la porte, ce qui lui permet de supporter les attaques. D'autre part, elle s'entoure de proches et de personnes qui travaillent sur l'accompagnement des femmes en politique, comme Natalie Rastoin. Son mari et ses enfants la soutiennent sans faille.

Même si quelques hommes sont ouverts à l'égalité, la société, machiste depuis des millénaires puisque les hommes détenaient tous les pouvoirs, a beaucoup de peine à considérer que les femmes peuvent diriger aussi bien que les hommes.

Huguette Junod

# Le congrès de Tours, acte fondateur du PCF

## HISTOIRE

**A 9 heures, à Tours ce jour de Noël 1920, la salle du Manège accueille les délégués de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO). Le 30 décembre à 2h45, la majorité vote l'adhésion à l'Internationale communiste. Retour sur ce huis clos décisif de la politique française.**

Le 25 décembre 1920, quand les délégués du 18<sup>e</sup> congrès de la SFIO (parti socialiste) pénètrent dans la salle du Manège à Tours, ils ont conscience qu'est jouée la décision de l'adhésion à l'Internationale communiste – née de la scission de l'Internationale ouvrière socialiste réalisée le 2 mars 1919 à Moscou sous l'impulsion de Lénine et des bolcheviks, nldr. Les fédérations départementales se sont prononcées massivement pour cette III<sup>e</sup> Internationale. Pourtant, l'intensité du moment se lit sur les rares photographies dont nous disposons encore<sup>1</sup>. La séparation ne sera pas joyeuse, il est toujours difficile de rompre politiquement avec l'ami, le camarade avec lequel on a milité pendant des années. La fin de l'unité des socialistes, qui fut difficilement acquise en 1905, ne se fait pas sans conscience de la gravité du moment.

### Logique nationaliste et voix anti-guerre

La décision majoritaire de Tours n'est pas un accident mais un événement. Et comme tout événement, ses causes sont à chercher dans le temps long de l'histoire du mouvement ouvrier français, du socialisme international et dans cette sorte d'accélération de l'histoire que furent la Première Guerre mondiale et les conséquences des révolutions russes de 1917. Comme tout événement, le congrès de Tours est inscrit dans une conjoncture, celle de l'après-guerre, de la vague révolutionnaire, de l'agitation sociale en Europe et de la recomposition des impérialismes. Comme tout événement, la décision de Tours n'avait rien d'inéluctable, il y avait d'autres possibles, ou n'aurait pu être comme dans d'autres pays que le fait d'une minorité. Mais là encore, comme pour tout événement, le rôle de femmes et d'hommes fut essentiel.

Après l'assassinat de Jean Jaurès en 1914, quand la guerre est déclenchée, l'écrasante majorité du socialisme et du syndicalisme rejoint l'union nationale. Il en va pareillement dans pratiquement tous les autres pays belligérants. Comme si, au-delà des proclamations françaises sur la légitimité de cette guerre du droit contre l'Empire autoritaire allemand, la logique nationaliste s'imposait partout. La durée des combats, le déferlement de haine contre l'ennemi, l'exacerbation des sentiments nationalistes pouvaient emporter l'idée socialiste de fraternité par-delà les frontières.

Mais quelques voix s'élevèrent pour critiquer les buts de guerre impérialistes, puis la guerre elle-même. Au niveau international, des rencontres entre militants socialistes, syndicalistes, libertaires reprirent, comme lors des conférences de Zimmerwald et de Kiental. S'organise un comité pour la reprise des relations internationales, qui deviendra par la suite comité pour la III<sup>e</sup> Internationale. Mais c'est aussi du cœur du parti socialiste, et notamment autour de Jean Longuet, qu'émergea la critique. Cette minorité de guerre gagna



Vue générale de la salle au Congrès de Tours. La grande banderole «Prolétaires de tous pays, unissez-vous !» est déployée sous la bannière.

LDD

en influence au sein du parti socialiste, jusqu'à en prendre la direction dans le courant de l'année 1918.

### Reflux socialiste et échec des grèves

La fin de la guerre, le retour des combattants, le deuil interdirent au sein du parti socialiste l'oubli des quatre années terribles. Il y eut même l'espoir d'une revanche politique immédiate. Le parti socialiste uni autour du programme rédigé par Léon Blum crut en une victoire retentissante aux élections législatives de novembre 1919.

Mais, malgré un progrès en voix, il perdit plusieurs dizaines de députés par rapport à 1914. Les partisans à la CGT d'une radicalisation gagnaient aussi en influence. Ils misaient sur les grèves, qui avaient repris depuis 1917, voire sur la grève générale

comme moyen de reprendre en main leur destin. Si les grèves furent massives et conduisirent le gouvernement à concéder la journée de huit heures, elles échouèrent à aller au-delà et se terminèrent dans une répression généralisée et coordonnée de l'Etat et du patronat.

### L'Internationale communiste

Face à ces échecs, il apparut à l'ancienne minorité de guerre devenue majorité que la révolution d'Octobre 1917, qui avait su en finir avec la guerre et avait semble-t-il donné le pouvoir aux travailleurs dans les soviets, devenait une perspective concrète. Du côté du Parti communiste russe, on pensait alors que la révolution n'avait d'avenir que si elle devenait véritablement mondiale et

que pour cela il fallait un outil en rupture avec l'ancienne Internationale socialiste, qui avait trahi. L'Internationale communiste fut ainsi créée à l'été 1919.

Souhaitant la reconstruction d'une véritable Internationale, la direction de la SFIO décida d'envoyer Cachin et Frossard en Russie lors de son second congrès. Les deux représentants annoncèrent alors leur adhésion personnelle à celle-ci et proposèrent que la SFIO y adhère. Frossard et Cachin symbolisaient le retournement qui s'était opéré au cœur du parti socialiste et en cela représentaient une pièce maîtresse des bolcheviks. Ceux-ci ne voulaient pas s'appuyer, au moins dans un premier temps, seulement sur la gauche la plus radicale du parti, conduite par

Loriot et Souvarine. L'enjeu était justement d'emmener une majorité à l'Internationale communiste.

### Bataille entre motions

Les militants socialistes durent donc choisir entre trois motions. La motion de Frossard, Cachin, Loriot et Souvarine proposait un ralliement à l'Internationale tout en évitant un vote formel sur les 21 conditions (le but était d'élaborer un «code de conduite» des partis communistes pour mener la révolution prolétarienne, nldr) à l'adhésion à cette Troisième Internationale.

La motion portée par Longuet souhaitait une adhésion avec conditions et qui ne renonçait pas à la reconstruction d'une Internationale unitaire des partis socialiste et communiste, ce dont ne voulaient absolument pas les bolcheviks. La motion de Léon Blum, elle, combattait toute adhésion au nom de la tradition socialiste et de la conception démocratique du parti. La force de la première motion, qui allait être majoritaire, était de s'ancrer dans la réalité vécue des militants en commençant par la référence aux quatre années de massacre mondial.

Les deux autres, et notamment celle de Blum, très générales et abstraites, et à certains égards prémonitoires, étaient sans prise sur la réalité concrète d'une France et d'un mouvement ouvrier bouleversés par la guerre. Le congrès accentua l'opposition des protagonistes car l'Internationale, par la voix de Clara Zetkin et le télégramme de Grigori Zinoviev (membre du Politburo du Parti bolchévique et président du soviet de Léningrad, nldr), répéta son veto au maintien de Longuet dans le nouveau parti. Les délégués, dans leur immense majorité, suivirent l'injonction et confirmèrent le vote des fédérations; toutes les tentatives de compromis furent balayées.

### Nouveau paysage politique

La division de la gauche partisane était réalisée et allait structurer dorénavant le paysage politique français. Le nouveau parti, qui s'appelait au sortir du congrès parti socialiste-Section française de l'Internationale communiste, allait devoir encore se transformer, lever certaines ambiguïtés autour de l'interprétation et de l'application des conditions, dont son rapport au syndicalisme.

Il allait devoir revoir son mode de fonctionnement, s'engager dans de nouvelles pratiques politiques anti-impérialistes, antimilitaristes, féministes, transformer la composition de son encadrement pour devenir un véritable parti ouvrier. Mais devaient peser sur ces évolutions le poids de son rapport à l'URSS et la stalinisation que nombre de ses fondateurs refuseront. Le parti socialiste maintenu allait devoir penser l'articulation entre ses proclamations révolutionnaires, sa pratique réformiste, voire de collaboration de classe. ■

Cédric Clérin

Paru dans *L'Humanité*, adapté par la rédaction

1 V. Fau-Vincenti, F. Genevée, É. Lafon, *Aux alentours du congrès de Tours*, Musée de l'Histoire vivante, 2020

## Les gauches, état des divisions

**HISTOIRE • Entretien avec le sociologue et politologue français Julian Mischi, qui sort «Le parti des communistes. Histoire du Parti communiste français de 1920 à nos jours», (Ed. Hors Hors d'atteinte).**

En mars 1919, la Troisième Internationale («Internationale communiste») est fondée. Comment les communistes vont-ils se détacher des socialistes?

**JULIAN MISCHI** Lors du 18<sup>e</sup> Congrès de la SFIO à Tours, la majorité (70% des délégués) choisit de rejoindre l'Internationale communiste, et de devenir la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIC, ancêtre du PCF). La scission se fait du côté de la minorité, qui refuse d'adhérer à l'Internationale communiste. Ce sont les socialistes les plus proches de l'Union sacrée du socialisme de guerre. En Allemagne, c'est plus sanglant. Les militants communistes s'étaient déjà séparés durant la guerre du SPD (Parti social-démocrate d'Allemagne). Ils mènent une révolution en 1918-1919. Elle est matée dans le sang. Les militants communistes sont assassinés, sur ordre du ministre de l'Intérieur, Noske, un social-démocrate.

Quelles sont les grandes divergences entre les socialistes et ceux qu'on appelle désormais les communistes?

D'abord, les futurs communistes critiquent l'attitude des dirigeants socialistes lors de la Première Guerre mondiale. Au congrès de Tours, les délégués qui souhaitent rejoindre l'Internationale communiste veulent mettre de côté les social-chauvins, ceux qui ont compromis les valeurs socialistes pendant la guerre. C'est vraiment d'abord au nom du

pacifisme et de l'internationalisme que se structure un clivage qui va se renforcer. Mais ils critiquent aussi la participation de socialistes au gouvernement.

Il y a aussi des divergences sur la question de l'organisation du parti?

Les communistes critiquent le fait que les élus et les dirigeants n'ont pas rendu de comptes sur leurs actions aux militants. Il est question d'avoir un parti plus structuré, dans lequel le groupe parlementaire, mais aussi la presse, seront sous la supervision des militants et de la direction du parti. On imagine donc un parti «de type nouveau», où on aurait une discipline militante. Les parlementaires auront des comptes à rendre aux membres et ils vont défendre à l'assemblée des mots d'ordre qui sont discutés dans le parti. Ils ne seraient plus libres de faire ce qu'ils souhaitent, mais ils devraient porter la parole de manière plus collective. En plus, leurs profils vont évoluer. Avant la guerre, c'étaient essentiellement des avocats, des journalistes, des professions libérales. Ils avaient un discours qui pouvait être assez radical. Mais en réalité, ils étaient issus de milieux sociaux assez privilégiés. À partir des élections législatives de 1924, il va y avoir de nouveaux profils qui vont émerger avec des parlementaires qui sont d'origine ouvrière. ■

Propos recueillis par Michaël Verbaudhede

Paru dans *Solidaire*, adapté par la rédaction

# Cuba passe à la monnaie unique: fini le CUC

**CUBA** • La Grande Île tente de parer au choc éventuel provoqué le 1<sup>er</sup> janvier par la fin du système des deux monnaies, en vigueur depuis 1994, grâce à une augmentation générale des salaires et des mesures de limitation de la spéculation.

**A** Cuba, 2021 démarrera sur des chapeaux de roue. Le 1<sup>er</sup> janvier, après des années d'attente, la Grande Île mettra fin au système – unique au monde – des deux monnaies en vigueur depuis 1994.

Mesure phare, reportée depuis plusieurs années, la réunification du CUC, le peso convertible aligné sur le dollar qui permettait aux entreprises d'État d'importer à un taux de change préférentiel, et du CUP, le peso cubain, est une étape cruciale des réformes économiques engagées à Cuba depuis plusieurs années. Avec le renforcement de l'embargo américain sous l'administration Trump et la crise économique liée au Covid-19, le pays, qui entend en finir avec une économie à deux vitesses, devra en effet se prémunir de toute «thérapie de choc».

## Augmentation de 525% du salaire minimum

Ces dernières années, le mouvement syndical a poussé à une réforme générale des salaires alors que les travailleurs reçoivent des primes en CUC en fonction des richesses excédentaires générées par le travail. La réforme «mettra le pays en meilleure position pour mener à bien les transformations qu'exige la mise à jour de notre modèle économique et social, sur la base de la garantie pour tous les Cubains de la plus grande égalité des chances, des droits et de la justice sociale, ce qui sera possible non pas par l'égalitarisme, mais par la promotion de l'intérêt et de la motivation au travail», note le président Miguel Diaz-Canel.

Pour amortir le choc, le gouvernement envisage une hausse générale des salaires, une augmentation de 525% du salaire minimum, de 450% des retraites et des mesures pour limiter la spéculation et la tension inflationniste, notamment sur les produits agricoles, dans un



Sur les marchés à La Havane.

Adam Cohn

contexte où le déficit de l'offre risque également de faire flamber les prix. L'exécutif a en outre renoncé à la hausse prévue des tarifs de l'électricité. «Le gouvernement a fait le choix de réduire les tarifs électriques» par rapport à «ce qui avait été annoncé initialement», a expliqué Marino Murillo, responsable de la mise en œuvre des réformes économiques du Parti communiste cubain (PCC).

Mais la définition du taux de change a ajouté une complexité supplémentaire dans ce processus d'unification monétaire. Le dilemme est de

taille alors que le peso cubain vaut vingt-quatre fois moins que le CUC et donc que le dollar américain. Depuis octobre 2019, Cuba autorise de nouveau le dollar pour les achats d'électroménager, de pièces automobiles ou certains produits alimentaires à prix réduits dans les magasins d'État. La valeur du peso menace de se dégrader face au billet vert.

## Une réforme délicate pour le gouvernement

La réforme monétaire vise ainsi à stimuler les secteurs exportateurs et attirer les investisseurs

dans une économie qui manque de devises. Cette absence de devises fortes pour soutenir la valeur du CUC a ainsi signé son arrêt de mort. La régularisation de la monnaie fait malgré tout peser des menaces sur les entreprises d'État (85% de l'économie), qui jouissaient jusqu'alors d'une forme de subvention à l'importation grâce au taux de change spécial d'un pour un. Politiquement, enfin, la réforme est délicate. La nouvelle génération qui a pris le relais avec Miguel Diaz-Canel ne tire pas sa légitimité de la révolution. Elle a tout à la fois à charge de garantir les conquêtes sociales, l'unité nationale et d'engager l'île vers une nouvelle étape. La réforme du système monétaire n'est pas «la solution magique à tous les problèmes», prévient le chef de l'État.

## L'économie cubaine a connu cette année sa pire chute depuis la «période spéciale»

D'une économie fortement nationalisée, la Grande Île poursuit ainsi sa transition vers une économie mixte sur les modèles chinois ou vietnamien sans néanmoins pouvoir s'appuyer sur une croissance dynamique. L'économie cubaine termine l'année en recul de 11%, soit la pire chute en 27 ans, lors de la période spéciale qui a suivi la dislocation de l'Union soviétique. La tension s'est particulièrement fait sentir «dans des activités cruciales comme le tourisme, la santé publique, l'éducation et l'activité productive en général, à la fois dans les secteurs public et privé», souligne le ministre de l'Économie Alejandro Gil, qui mise sur une croissance entre 6 et 7% et l'entrée de 2,2 millions de touristes en 2021 (contre 4,3 millions en 2019). Selon ses prévisions, l'économie devrait retrouver son niveau de 2019 d'ici 2022. ■

Lina Sankari

Paru dans *L'Humanité*

# Bruxelles et Pékin actent leur alliance

**MONDIALISATION** • Un accord de principe a été conclu entre l'UE et la Chine. Inquiètes d'une escalade antichinoise avec l'arrivée de l'administration Biden, les deux parties ont décidé de s'entendre sur les conditions d'accès à leurs marchés réciproques.

**A**ngela Merkel en avait fait une sorte de pari en juillet dernier au démarrage de la présidence allemande de l'Union européenne (UE). Dans cette période de six mois qui s'achève ce 31 décembre, elle souhaitait parvenir à la conclusion d'un accord économique sino-européen en négociation depuis sept ans. Les dernières entraves à l'adoption du texte ont été levées dans les tout derniers jours. Ce qui doit permettre le lancement d'un processus facilitant les conditions d'accès des firmes européennes et chinoises à leurs marchés respectifs.

L'approche de l'arrivée aux États-Unis de Joe Biden, qui n'a pas caché son intention de durcir l'offensive antichinoise entamée par Donald Trump, a d'évidence contribué à accélérer la conclusion de ce deal. La réaction courroucée du futur conseiller à la sécurité nationale dans la nouvelle administration révèle d'ailleurs, à sa manière, la dimension de la partie

qui se joue. Jake Sullivan appelle vertement les Européens à revoir leur copie en se concertant avec Washington pour déjouer «les pratiques économiques de la Chine».

En menant ce dossier tambour battant, la chancelière a pris nombre d'observateurs à contre-pied. On l'attendait en égarée sourcilieuse d'un retour à l'atlantisme et à ses priorités, qu'elle n'a au demeurant cessé d'invoquer à la suite de l'élection de Biden. Seulement, la Chine est devenue le premier partenaire commercial de l'Allemagne, devant les Pays-Bas, les États-Unis et... la France.

## Pékin s'engage sur le respect de droits sociaux

L'accord prévoit de lever les barrières à l'investissement dans plusieurs domaines, comme l'automobile, un secteur dans lequel les gros constructeurs allemands réalisent déjà les meilleures performances en Chine. S'y ajoute-

rait un accès facilité au marché de produits de pointe, comme celui du cloud sur l'Internet, ou même des services financiers grâce à un alignement des standards chinois sur ceux de l'UE. Les deux parties affirment avoir obtenu des garanties réciproques sur le respect de la concurrence. Des conditions antidumping ou prévenant l'abus de mesures protectionnistes sont également inscrites dans le texte. Pékin s'obligera notamment à appliquer les normes à ses entreprises d'État, appelées à se soumettre à «davantage de transparence».

Un gros point d'achoppement des discussions portait sur les conditions de travail en Chine, qui conférerait un gros avantage de compétitivité aux firmes locales. Pékin s'est engagé sur le respect de droits sociaux et de l'autorisation de syndicats indépendants pour les faire valoir. Cependant, une terrible polémique autour de l'utilisation du travail forcé d'une partie de la popula-

tion ouïghoure semblait bloquer toute discussion. La Chine s'est engagée catégoriquement sur ce dossier en promettant de «s'inscrire dans la ratification et le respect» des textes de l'Organisation internationale du travail contre toute exploitation forcée de main-d'œuvre.

Un rapprochement économique entre l'UE et la Chine constitue bien une nécessité face à la poursuite annoncée de la croisade antichinoise des États-Unis. Il pourrait répondre au besoin des peuples de l'UE de se libérer de la soumission occidentale à l'Onclé Sam et d'acquiescer une véritable autonomie dans la mondialisation. Si l'accord est placé effectivement sous le signe de cet enjeu, il y apporte une réponse dévoyée. Avec un contenu miné par les travers du libre-échange et la confusion entre l'intérêt des gros exportateurs allemands et celui des peuples européens. ■

Bruno Odent

Paru dans *L'Humanité*



## Grâce à Parul Koul, il y aura peut-être enfin un syndicat chez Google!

**O**n ne licencie plus impunément chez Google. Parul Koul vient de lancer, avec des salariés du groupe Alphabet, qui possède le moteur de recherche le plus en vue d'Internet, un syndicat, dont elle devient la présidente.

Dans une tribune au *New York Times*, publiée lundi et cosignée avec son vice-président Chewy Shaw, elle rappelle le licenciement de Timnit Gebru, chercheuse en intelligence artificielle, car elle avait travaillé sur le fait que la reconnaissance faciale pourrait être utilisée pour discriminer les personnes de couleur noire. Elle remémore égale-

ment la grève de 20'000 travailleurs du géant de la Silicon Valley, en 2018, contre les abus sexuels de deux hauts cadres.

Le syndicat a d'ores et déjà été rejoint par 226 salariés. Mais, selon les règles en vigueur aux États-Unis, celui-ci ne sera reconnu qu'après un vote des salariés. Google, qui se présente comme un parangon de démocratie, cherchera-t-il à bloquer ce référendum ou laissera-t-il Parul Koul et Chewy Shaw représenter ses salariés? ■

Gaël De Santis

Paru dans *L'Humanité*

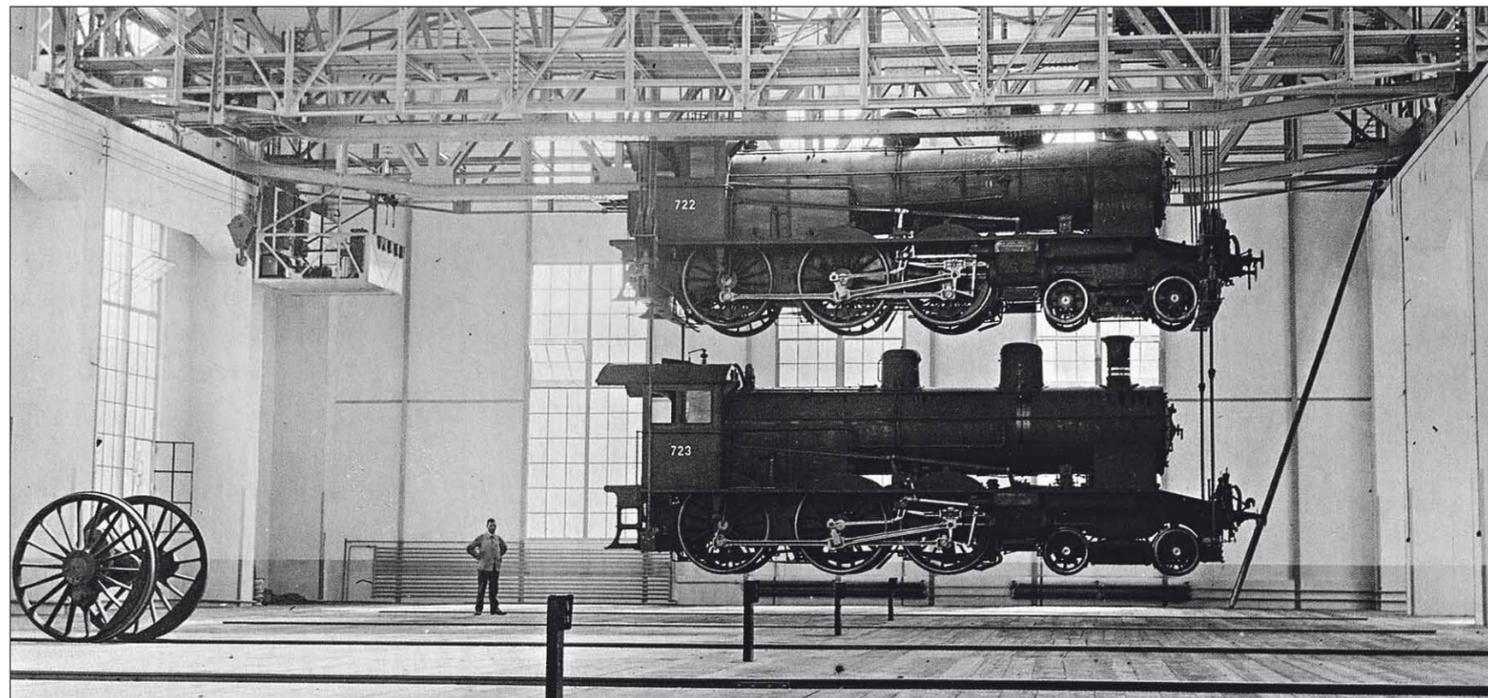
# Vevey 1860-1914 entre luxe et pauvreté

**LIVRE • L'historien René Reymond brosse un portrait de la cité lémanique au tournant des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles.**

C'est une belle fresque historique, urbanistique, économique et surtout sociale – ce qui constitue son principal intérêt – qu'a rédigé René Reymond, ancien professeur d'histoire au Gymnase. Son sous-titre revêtant une forme interrogative, *Une belle époque?*, indique que cette expression consacrée doit être utilisée avec réserve.

Au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, les Veveysans sont au nombre de 5'201 (les Lausannois 15'744), ils sont 8'148 en 1888, et presque 20'000 au 31 décembre 2018. C'est dire que la localité a connu un important développement en un siècle, et particulièrement entre 1860 et 1914. Mais les choses bougent déjà dès le début du 19<sup>e</sup> siècle, notamment sur le plan urbanistique: construction de la Grenette, un bâtiment devenu emblématique de la ville, en 1808; ouverture de la première caisse d'épargne du canton en 1814; ouverture de l'Hôtel des Trois-Couronnes en 1842. Car le tourisme s'est développé depuis ses débuts, liés au pèlerinage vers les sites décrits par J.-J. Rousseau dans *La Nouvelle Héloïse*.

Mais le grand tournant s'opère au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, avec notamment l'ouverture de la gare en 1861, qui sonne le glas du transport lacustre. Le premier tramway électrique de Suisse, reliant Vevey à Chillon, fonctionne depuis 1888. L'électricité remplace l'énergie hydraulique (la machine à vapeur n'a eu que peu d'importance en Suisse, où l'on est donc passé directement à la 2<sup>e</sup> révolution industrielle). Vevey se mue en ville industrielle, avec notamment les Ateliers de Constructions Métalliques, la fabrique de farine lactée puis de lait condensé Nestlé, la première fabrique de chocolat fondée par Cailler, les fabriques de cigares, dont Ormond et Cie. Et cette liste



Pont roulant supportant 120 tonnes aux ateliers de constructions mécaniques de Vevey (ACMV).

n'est pas exhaustive... La ville s'étend vers le nord et vers l'ouest.

## Différence de classes

Quant aux conditions sociales, elles sont très différentes selon que l'on parle de la bourgeoisie ou de la classe ouvrière. Messieurs et dames ne sortent pas sans couvre-chef, parfois extravagants. Le salon est la carte de visite des familles bourgeoises. On voit apparaître les *water-closets*, plus hygiéniques que les vases de nuit. Pour la classe ouvrière, c'est une autre histoire, même si les textes de l'époque présentent une vision idyllique de la condition ouvrière. Le municipal socialiste Auguste von der Aa, dans son rapport de 1901, en a donné une image beaucoup plus réaliste. En 1907, le salaire horaire chez

les chocolatiers Peter-Kohler est d'environ 28 centimes de l'heure pour les hommes, soit le prix approximatif d'un kilo de pain, et de 16 centimes pour les femmes. Une véritable pauvreté règne. Beaucoup de femmes sous-payées, par exemple des cigarières, en sont réduites à se livrer à la prostitution occasionnelle. Les conditions de logement de la classe ouvrière sont particulièrement déplorable: «Ce qu'il y a de plus affreux dans ces logements humides, pestilentiels, ce sont les cabinets d'aisance. On les sent avant de passer le seuil. On les sent partout dans la maison. Leurs exhalaisons prennent à la gorge.» (Rapport au Conseil communal sur l'enquête des logements du 26 mars 1899). Les débuts de l'industrialisation ont provoqué

une augmentation de la pauvreté et de la mendicité. Ce qui inquiète certains milieux de la bourgeoisie, aux valeurs humanistes et religieuses, et soucieux d'ordre moral. De multiples œuvres de philanthropie bourgeoise se créent. Elles véhiculent avec elles une volonté de moralisation de la classe ouvrière. Mais ces bonnes œuvres ne suffisent pas à résoudre la question sociale. On assiste donc à une contestation ouvrière, réclamant des réductions d'horaire de travail et des augmentations de salaire. Des grèves éclatent dans tout le canton, y compris à Vevey, notamment en 1907.

## Une remarquable synthèse

La dernière partie du livre s'intéresse aux loisirs: natation dans le lac, socié-

tés musicales et sportives, patinage et autres. Mais ceux-ci concernent plutôt la bourgeoisie: «pour un ouvrier, le temps libre après 11 heures de travail se réduit à peu de chose, qu'il préfère passer au café du coin.» Sans parler du sort des ouvrières, qui ont en plus le ménage sur les bras!

Il faut remercier Daniel Reymond d'avoir rédigé cette remarquable synthèse, étayée sur une étude approfondie des archives et de la littérature existante, et écrite dans une langue agréable, accessible à tous. Enfin on relèvera la qualité et l'intérêt exceptionnels des très nombreuses illustrations qui enrichissent cet ouvrage. ■

Pierre Jeanneret

Daniel Reymond, *Vevey 1860-1914. Une belle époque?*, Yverdon-les-Bains, Ed. de la Thièle, 2020, 192 p.

# Précurseur de la science culinaire... et anarchiste

**LIVRE • Une biographie de Joseph Favre, promoteur de l'hygiène en cuisine, vient de paraître aux éditions Favre.**

Le Valaisan Joseph Favre (1844-1903) a été longtemps injustement oublié. Une biographie quasi exhaustive vient de lui être consacrée par Albert Mudry, professeur de médecine et passionné de gastronomie. On verra, à travers les thèses défendues par Favre, que ces deux domaines sont loin d'être incompatibles.

Il est né à Vex, en Valais. L'auteur en profite pour dépeindre la réalité économique du val d'Hérens, basée sur la production du fromage, en ce milieu du 19<sup>e</sup> siècle. En 1862, Joseph Favre commence son apprentissage de cuisinier à Sion. Puis son itinéraire sera international: il parfait sa formation dans une série de villes suisses et européennes, dont Wiesbaden, Londres, Lausanne, Clarens... et surtout Paris, toujours dans de grands hôtels renommés. La spécificité de ce maître de l'art culinaire est de n'avoir jamais possédé de restaurant en propre.

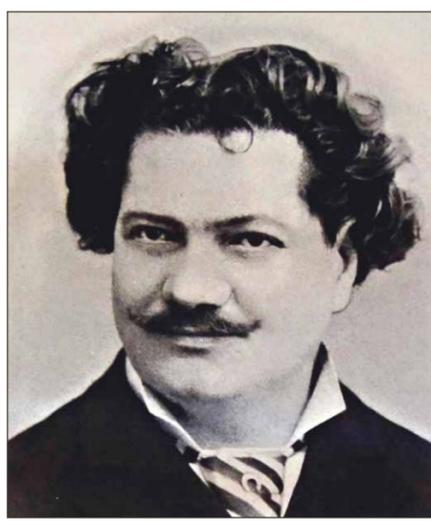
Dès 1867, il se fait le promoteur et l'instigateur de l'hygiène en cuisine. C'est le grand combat de sa vie. Il aime les axiomes frappants, tel que «sous peine de mort nationale, la cuisine française deviendra hygiénique». Et cela dans les deux sens du terme. D'abord la plus grande propreté doit régner en cuisine (aération des locaux, instruments hygiéniques, mode de conservation des aliments), et d'autre part l'art culinaire doit s'adapter aux âges et aux modes de vie. C'est ce qu'avait déjà au 18<sup>e</sup> siècle le docteur Tissot. Joseph Favre s'appuie sur les travaux des médecins.

De 1877 à 1883, il publie *La Science culinaire*, premier périodique de cuisine écrit par un cuisinier.

Son style est volontiers lyrique, et peut parfois faire sourire aujourd'hui... Il n'hésitera pas, d'ailleurs, à nommer son fils Oreste Amarylhis Raphaël Favre. Il pose aussi les fondements de ce qui deviendra l'Académie culinaire de France. Mais le grand œuvre de sa vie, qui l'a un temps rendu célèbre avant de le confiner pendant des décennies dans l'oubli, est le monumental *Dictionnaire universel de cuisine* en 4 volumes illustrés, édités entre 1883 et 1903. On y trouve toutes les définitions de termes – dont certains obsolètes – utilisés dans l'art culinaire. Et c'est la première fois qu'un cuisinier parle de chimie, de biologie, de botanique et de médecine dans ses écrits. Albert Mudry consacre une grande partie de son livre à cet ouvrage. Il nous donne aussi un certain nombre de recettes originales de Joseph Favre: le poulet à la Carnot, le filet de bœuf à la Frascati ou encore le cœur de veau aux champignons mettront l'eau à la bouche du lecteur...

## Ses activités comme anarchiste en Suisse (1870-1878)

Mais ce que l'on a longtemps ignoré, c'est le fort engagement de Joseph Favre dans le mouvement ouvrier et anarchiste suisse. Comme professionnel, il se montre critique envers les conditions de travail des apprentis, notamment chez les pâtisseries de Paris sous le Second Empire, où «une misérable exploitation s'étend jusqu'aux enfants» C'est l'occasion pour l'auteur de rappeler, en une bonne synthèse, l'histoire de l'anarchisme en Suisse. Dès septembre 1871, la Fédération jurassienne à Saint-



Joseph Favre, gastronome valaisan libertaire.

DR

Imier se met en marge de l'Association internationale des travailleurs fondée en 1864 et dominée par Karl Marx, qu'elle considère comme «hiérarchique et autoritaire». Une Internationale dite «antiautoritaire» naît de cette rupture le 15 septembre 1872. Joseph Favre est mentionné plusieurs fois dans le *Bulletin de la Fédération jurassienne*. Il a en effet fondé des sections de celle-ci en Valais. En 1874, il signe une lettre au nom d'une assemblée d'ouvriers réunie à Vevey. On y trouve le passage suivant: «malgré les frontières créées par nos oppresseurs, nous, ouvriers, condamnons

toutes les haines nationales, et voulons la fraternité de tous les hommes, l'abolition de tout privilège et de toute oppression, tant divine que capitaliste.» Favre rencontre alors le célèbre géographe et Communiste en exil Elisée Reclus, à propos duquel on apprend que son mets favori est la fêra à la vaudoise... En 1875, alors qu'il travaille au Tessin, Favre lance avec deux journalistes italiens le journal *L'Agitatore*, qui fera d'ailleurs long feu. Ayant adhéré en 1876 à la section de Lausanne, Joseph Favre écrit avec Benoît Malon ces mots qui constituent une véritable définition de l'idéal anarchiste: «substituer à l'organisation autoritaire, l'organisation fédérative; en d'autres termes, remplacer l'Etat par la fédération des groupes et des communes.» En même temps, il se sépare de plus en plus de la ligne insurrectionnelle défendue par les anarchistes italiens. Il ne croit pas en la «propagande par le fait», c'est-à-dire les attentats. D'autre part, il semble avoir été déçu par l'orientation de plus en plus socialiste et marxiste du mouvement ouvrier. Il se retire alors définitivement de la vie politique. Mais cette adhésion à l'anarchisme de Joseph Favre réapparaît en 2013 dans un roman de Michèle Barrière intitulé *Meurtre au Ritz*, qui se passe en 1898 à Paris.

La biographie d'Albert Mudry rend donc hommage à un «oublié de l'Histoire» aux multiples facettes. ■

Pierre Jeanneret

Albert Mudry, *Joseph Favre cuisinier et érudit, précurseur de la science culinaire et initiateur de l'Académie culinaire de France*, Lausanne, Editions Favre, 2020, 421 p.

# Les échecs côté femmes et histoire

**TÉLÉVISION** • La mini-série fictionnelle «Le Jeu de la dame» suit le parcours erratique d'une jeune prodige des échecs au cœur d'un univers masculin. Populaire en Suisse romande, elle souligne l'engouement collectif suscité en URSS par cette discipline.

Dans les années 60, en pleine guerre froide, le feuilleton fait l'éloge du jeu collectif façon soviétique. Il suit le destin météorique d'une orpheline du Kentucky, tourmentée et sous l'emprise de psychotropes qui lui furent administrés tôt en orphelinat, devenue génie de l'échiquier. Sous les traits lunaires et parfois acérés d'Anya Taylor-Joy (*The Witch, Split, Glass*), Elizabeth Harmon (Beth), dont la tenue finale la confond stylistiquement avec la pièce la plus forte du jeu, la reine ou la dame, connaîtra une vraie reconnaissance en URSS.

## Les échecs comme propagande

Ce jeu y fut le plus populaire au monde et pratiqué de manière obsessionnelle en pleine guerre froide. Des clubs d'échecs étaient installés dans les écoles et les organisations de pionniers (pendant soviétique des scouts), tandis que des tables d'échecs colonisaient les parcs. L'attention portée aux échecs a atteint son apogée pendant la guerre froide. Il était alors crucial pour l'URSS de démontrer sa supériorité dans tous les domaines, notamment intellectuels. Mais la mode des échecs a été lancée par Lénine. Le commandant en chef de l'armée soviétique, Nikolai Krylenko, envisageait en 1924 «l'art des échecs comme un instrument politique». C'est bien ce que l'héroïne conteste, rejetant le financement de son déplacement au tournoi moscovite qui la consacrera, par une ligue féminine dénonçant l'athéisme, les campagnes antireligieuses et les persécutions des orthodoxes et chrétiens en URSS. Voyez la scène hollywoodienne, où Beth déambule dans un parc moscovite, vite entourée par de nombreux joueurs d'échecs seniors. Elle redécouvre alors la simple passion du jeu sans enjeux dans ce qui est déjà sa patrie de cœur.



Elizabeth Harmon (Anja Taylor-Joy) devient stratégie pure, anticipation et abstraction. Ce dont rêvait l'URSS autour des échecs.

DR

## Un conte et des réalités

Adaptée du roman éponyme de l'écrivain américain Walter Tevis, la série de 7 épisodes est tournée dans des décors modulant la géométrie et une photo rétro pour les scènes du présent, désaturée pour les flashbacks avec la mère intranquille. Elle aborde des thèmes aussi variés que les figures tutélaires de substitution – le concierge quasi mutique qui l'initie aux échecs ou la mère d'adoption, pianiste à la dérive et alcoolique avec laquelle elle développe une complicité dans l'échec et virées en tournois. Mais aussi la soumission du féminin à des carcans que l'opus s'emploie à déconstruire voire subvertir non sans une ironie diffuse. Se voulant éminemment «MeToo compatible» et très *Women's Empowerment* (processus d'autonomisation des femmes), *Le Jeu de la Dame* livre toutefois une version édulcorée du patriarcat des années 60, la plupart des adversaires de «la merveille» étant des gentlemen. Tout au plus sont mises en lumière la vacuité des sentiments ou la dimension tour à tour détachée, utilitaire

et désillusionnée des rares relations sexuées de la jeune femme.

La réalisation s'inspire de personnalités historiques et grands Maîtres (Gary Kasparov, Bobby Fischer, Boris Spasski, Judith Polgár) et d'événements réels. Elle montre la difficulté pour une femme d'évoluer dans un monde masculin et hyperconcurrentiel. Le lien à l'enfance, à la fois énigme, initiation et douleur est constant. Ainsi le seul adversaire salué pour sa maîtrise par la championne est un enfant lors d'un tournoi à Mexico.

## Les sens de l'échiquier

La métaphore de l'échiquier est infléchie vers différentes connotations par la réalisation. Fascinant hypnotique, lorsque les pièces sont visualisées mentalement au plafond par Beth afin de préparer ses mouvements de la partie. L'échiquier est également terrain vague sinistre et mortifère, labyrinthe ramenant la protagoniste principale tant à ses addictions (neuroleptiques, alcool) qu'à son passé traumatique. Le suicide

de sa maman dépressive faillit l'emporter. La grande richesse de significations s'étend aussi à la seule compagne d'orphelinat avec laquelle Beth, enfant, échange: une Afro-américaine, sorte de mère de substitution ou de guide, souhaitant devenir avocate. Pour défendre des causes que l'on devine liées à la ségrégation, au racisme et à l'inégalité entre genres. Pareilles aux pièces du jeu, la Blanche et la Noire. Cette dernière ressurgissant telle une sorte d'Angela Davis, célèbre militante des droits humains lesbienne qui rejoindra en 1968 la section du PC américain réservée aux Noirs. Une tendre sororité la relie à une Beth néanmoins trop égotiste pour s'engager sur la voie d'une relation de couple que le feuilleton suggère en pointillé.

## Vers un jeu de Reines?

Sur le plan des inégalités femmes-hommes, les temps ont-ils significativement changé autour de l'échiquier? Magnus Carlsen, juvénile champion du monde actuel se montre ici réservé, confiant fin novembre au *Guardian* que «le monde des

échecs n'a pas été très bienveillant envers les femmes et les filles au fil des années. Il est certain qu'un changement de culture s'impose». L'introduction d'un quota de genre, comme c'est le cas en France depuis 1990, contribuerait à surmonter ces inégalités alors que l'on n'y dénombre que 13-14% de femmes inscrites dans les tournois. Sur les 6'000 joueurs fédérés en Suisse, on ne compte qu'une centaine de joueuses. Aujourd'hui la chinoise Hou Yifan est la seule femme présente dans le top 100 mondial (88<sup>e</sup> place) de la fédération internationale des échecs. Avant elle, la hongroise Judith Polgár est devenue en 2002, la première joueuse à vaincre le numéro un mondial en titre, Garry Kasparov par ailleurs conseiller sur la série. Il faut souligner que les performances remarquables des femmes ne se sont pas réalisées pas au détriment de celles des hommes. La mini-série contribuera-t-elle au long chemin vers la parité?

Bertrand Tappolet

*Le Jeu de la dame*. Visible sur des plateformes payantes ou gratuites.

# Françoise Vergès, l'amour et l'autodéfense

**LIVRE** • La politologue et militante féministe «décoloniale» française, Françoise Vergès sort un nouveau livre sur la violence d'Etat.

Comment les femmes peuvent-elles se protéger sans pour autant nourrir les racines du système patriarcal, de la violence intrinsèque dont elles sont les victimes, sans «donner un plus grand pouvoir à une police (raciste)»? Comment «imaginer la protection en dehors de la surveillance, de la prison et du paternalisme développementaliste»?

Le dernier essai de Françoise Vergès, qui défend la «dépatricialisation et une décolonisation de la protection», offre en réalité moins une théorie définitive qu'il n'accumule les preuves historiques, récentes ou actuelles de la mécanique globale de

la violence, de cette domination hétéronormée dont le viol est l'arme principale.

Pour Françoise Vergès, c'est bien l'Etat qui est au cœur de la production de cette violence, et ce n'est donc pas un hasard si le viol est une arme de guerre, qui s'exerce contre les femmes et mais aussi parfois contre les hommes, notamment dans le contexte colonial. L'Etat est «la condensation de toutes les oppressions et exploitations impérialistes, patriarcales et capitalistes» et c'est lui qui trace «la frontière entre qui doit et peut être protégée et qui ne peut l'être ou ne doit pas l'être». En l'oc-

currence, il y a des femmes et des hommes dont la vie mérite moins d'être défendues.

## L'Etat néolibéral en cause

Ainsi, l'Etat néolibéral ne saurait être le garant de la protection des femmes. Françoise Vergès s'oppose donc au «féminisme carcéral et punitif» et cherche ses réponses du côté d'*Un féminisme décolonial* – titre de son précédent essai. ou de l'abolitionnisme pénal défendu par une Gwenola Ricordeau dans *Pour elles toutes. Femmes contre la prison* (Lux, 2019). L'intérêt de l'ouvrage est notamment de donner à voir la

richesse du féminisme du Sud global.

On retiendra le nom de Sayak Valencia, la philosophe et militante de Tijuana, qui décrit l'avènement d'un capitalisme «gore», pour lequel «rester vivant se mesure à la capacité d'infliger la mort à un autre». Pour sortir de la spirale de cette nécropolitique, d'un système qui institue la violence comme seul mode de relation, Vergès propose d'envisager «le paisible», qui «n'est ici ni pacification ni apaisement, mais une politique et une pratique de la solidarité, de l'amour et l'autodéfense». La paix ne viendra pas de l'opresseur, mais des corps dominés.

Une hypothèse également explorée par Paul B. Preciado dans ses dernières publications: «La révolution à venir n'est pas une négociation de quotas de représentation identitaires ou un aménagement des degrés d'oppression. La révolution qui vient place l'émancipation du corps vivant vulnérable au centre du processus de production et de reproduction politique.»

Cécile Gintrac

Paru dans *Les lettres françaises*  
Françoise Vergès, *Une théorie féministe de la violence. Pour une politique antiraciste de la protection*. Editions La Fabrique, 2020, 185 pages.